

PRENUMERATA
w Paryżu i na prowincji:
KWARTALNIE..... 8 fr.
PÓŁROCZNIE..... 16 fr.
ROCZNIE..... 30 fr.

Zagranicą:
ROCZNIE..... 32 fr.

TELEFON :
TRUDAINE 61.42

POLONIA

REVUE HEBDOMADAIRE POLONAISE

PARAISANT CHAQUE SAMEDI

ABONNEMENTS
Paris et Départements :
TROIS MOIS..... 8 fr.
SIX MOIS..... 16 fr.
UN AN..... 30 fr.

Etranger :
UN AN..... 32 fr.

TÉLÉPHONE :
TRUDAINE 61.42

REDAKCJA I ADMINISTRACJA — 3 bis, rue La Bruyère, 3 bis — RÉDACTION ET ADMINISTRATION

FRANCE ET POLOGNE

A l'occasion de l'échange des ratifications du traité de paix entre les Alliés et l'Allemagne, le chef de l'Etat Pilsudski a adressé à M. Poincaré un télégramme de félicitations.

« La Pologne, dit-il, ressuscitée grâce à l'héroïsme de toute la nation française, gardera une reconnaissance inaltérable de l'appui que la France n'a cessé de lui prodiguer dans la réalisation de son idéal national... »

Rien n'est plus exact. C'est l'héroïsme de la nation française qui a permis la victoire finale et par suite la délivrance de la Pologne. Le « chef d'Etat » Pilsudski a été fort bien inspiré; mieux inspiré que l'ancien président du Conseil Moraczewski qui disait dans son interminable déclaration ministérielle : Nous n'oublions pas que nous devons, pour une certaine partie, notre indépendance aux efforts des Alliés...

Ce qui permettait à quelques malintentionnés de traduire « pour une faible partie ».

Les amis de Moraczewski n'ayant jamais cru sérieusement à la victoire des Alliés, mal renseignés d'ailleurs sur la bataille en Occident, ne pouvaient évidemment pas rendre pleine justice à l'effort de la France et de ses alliés.

Or, la vérité impartiale oblige à dire que sans la victoire des Alliés, il n'y aurait pas d'indépendance pour la Pologne, pas même pour le « Royaume » tronqué et truqué que les Empires centraux avaient édifié à grand fracas en 1916, et qui ne pouvait faire illusion qu'à des politiciens à courte vue ou à des ambitieux pressés d'y jouer un rôle.

Cependant, un autre facteur est intervenu dans la restauration de la Pologne. Que serait aujourd'hui l'indépendance de la Pologne et que serait l'unité de l'Etat polonais, si la nation polonaise n'avait conservé, entrete nu et développé en elle, l'ardeur vibrante du plus merveilleux patriotisme que l'on ait peut-être jamais vu ?

Ce sentiment national qui a triomphé de la russification brutale et sanglante et de la germanisation insidieuse et persévérante, c'est lui qui a sauvé la vitalité de l'âme polonaise, c'est lui qui a permis la restauration rapide et presque instantanée d'une nation de trente millions d'hommes, partagée entre trois puissances hostiles et accablée par les souffrances de quatre années de guerre !

Le président Poincaré dans sa réponse à Pilsudski a témoigné des sympathies de la France pour la Pologne ; il a affirmé que la guerre victorieuse devait fatalement amener la résurrection de la Pologne et la restauration de ses libertés.

Mais le président Poincaré n'a pas dit (malgré qu'il le pense, car il est un des meilleurs connaisseurs de la Pologne et l'un de ses meilleurs

amis), il n'a pas dit que cette restauration et cette résurrection, la Pologne les doit beaucoup à son patriotisme, à sa persévérance, à son courage, c'est-à-dire à ses hautes et solides vertus nationales.

Voilà des vérités dont il faut que nous soyons bien imprégnés les uns et les autres, afin de nous juger réciproquement à notre juste valeur.

La Pologne doit beaucoup aux Alliés qui ont brisé les portes de sa prison ; mais les Alliés doivent bien reconnaître que le prisonnier, loin de s'affaiblir dans son cachot, a entrete nu ses forces par sa persévérante volonté de vivre, et qu'il apparaît aujourd'hui, plus grand et plus fort qu'on ne l'attendait.

Certains Alliés ont pu croire qu'ils délivraient une « petite » nation, et voilà que c'est un grand peuple qui surgit soudain et occupe aussitôt dans la Société des Nations cette large place, qu'une faillite retentissante a brusquement laissée vide et de la façon la plus inquiétante pour l'équilibre des forces européennes.

Nulle puissance mieux que la France n'est faite pour comprendre cette situation particulière de l'Etat polonais et le rôle que la nation polonaise est appelée à jouer en Europe.

Mais nulle puissance ne commettrait d'erreur plus grave que la France, si elle n'appréciait pas, à sa juste valeur le rôle de la Pologne dans la politique européenne.

Une certaine opinion française est restée timide et même peureuse. Il semble qu'elle cherche toujours qui la protégera contre son dangereux voisin. Ni la Marne, ni la Somme ne lui ont fait oublier Sedan, et la paix de Versailles n'efface pas dans certains esprits timides, le traité de Francfort.

Il leur faut pour la France des « protections, des garanties nouvelles ». Habités pendant un quart de siècle à trouver ces garanties (ou du moins à les supposer) en Russie, il leur paraît difficile de placer ailleurs que dans le « colosse russe », leurs espérances de sécurité.

A ces personnages timorés s'opposent des hommes plus confiants. Ils savent ce qu'ils peuvent attendre de la Pologne ; ils comprennent aussi ce que la Pologne est en droit d'attendre d'eux.

Nous essaierons de le dire dans cette *Polonia* renaissante, fondée dans un temps où la tendresse de la France pour la Pologne était faite plus souvent de pitié que d'espérance, et qui maintenant reparait dans l'auréole de la victoire, à l'heure où les deux nations si cruellement éprouvées, peuvent unir fraternellement leurs destinées dans un sentiment de mutuelle confiance.

GEORGES BIENAIMÉ.

LA PAIX SÉPARÉE

La décision du Conseil Suprême, aussi inattendue que précipitée, au sujet des relations commerciales avec le « peuple russe », est très commentée dans les milieux politiques. On remarque non sans amertume que ni la Pologne ni la Roumanie, qui sont les puissances principalement intéressées, n'ont même pas été mises au courant du projet. On insiste, par ailleurs, sur l'étrange coïncidence de ce sursaut d'énergie philanthropique avec les victoires militaires et les succès politiques (la prise de Dunabourg et l'entente cordiale avec la Lettonie) que la Pologne vient de remporter dans sa lutte contre le fléau bolcheviste. Après la prise de Dunabourg et après la résistance victorieuse des troupes lettones et polonaises aux contre-attaques des armées rouges, il semblait plus naturel et plus conforme aux intérêts de l'Entente d'aider efficacement la Pologne que de fournir à ses adversaires de multiples occasions de se réapprovisionner en armes, en munitions et en matériel de guerre. Il est vrai que la décision du Conseil Suprême aurait été prise « en vue de remédier à la cruelle situation des populations de l'intérieur de la Russie » et que l'échange des marchandises « entre le peuple russe et les pays alliés ou neutres... » n'implique, nous dit-on, aucun changement dans la ligne de conduite des alliés vis-à-vis du gouvernement des Soviets. En réalité, il existe une contradiction flagrante entre la décision principale et la clause restrictive. Il faut être vraiment très « optimiste » pour croire que le régime bolcheviste, régime de terreur par excellence, se désintéressera généreusement d'une aubaine si imprévue et tellement convoitée. Ce qu'on peut prévoir raisonnablement, c'est un renforcement du pouvoir soviétique qui ne manquera pas d'interpréter la nouvelle décision de M. Lloyd George comme une capitulation du Conseil Suprême. En effet, cette décision, prise à l'insu de la Pologne et de la Roumanie, pourrait être facilement désignée au peuple russe — à ce peuple qui souffre mais qui, tout en possédant le génie de soumission et de patience, espère toujours la « délivrance » — comme une sorte de « paix séparée » conclue par les grandes puissances occidentales au détriment du peuple russe qui ne sera que plus tyrannisé et persécuté. Mais une fois ce fâcheux événement réduit à ses justes proportions, on serait tenté d'apprécier cette remarque ironique d'un publiciste averti : « Si l'on en juge d'après la dernière décision du Conseil Suprême, les

Alliés ne semblent nullement songer à rompre « le fil de fer barbelé » polonais, letton ou roumain qui défend si efficacement l'occident contre le danger bolchevik... Ils semblent, au contraire, vouloir « exalter » sa résistance et à cet effet ils s'inquiètent même des succès trop faciles des armées polonaises, roumaines ou lettones sur leurs adversaires de l'Est, et pour rétablir l'équilibre des forces, ils se chargeraient même de soutenir... l'effort défaillant du régime soviétique. » Il est vrai que, d'autre part, un grand journal conservateur de Londres interprète à sa façon la permission d'effectuer des « échanges commerciaux » avec le peuple russe. Il l'envisage notamment comme un pur essai dont la non-réussite va persuader enfin les travaillistes anglais que la cherté de la vie ne dépend point du blocus de la Russie soviétiste, procédé d'argumentation quelque peu onéreux. C'est vrai... mais il est vrai aussi que pour le moment c'est surtout en Pologne et par les Polonais que seront payés les frais de la nouvelle expérience anglaise.

UN APPEL DU CHEF DE L'ÉTAT POLONAIS AUX POPULATIONS DES PROVINCES RÉUNIES A LA POLOGNE

Varsovie, le 27 janvier. — *En exécutant les clauses du Traité de Versailles, le haut commandement polonais vient d'occuper les territoires accordés à la Pologne. A cette occasion, le Chef de l'Etat, le général Pilsudski, a lancé un appel aux populations de ces territoires, dans lequel il est dit entre autres :*

« Le Traité de paix a effacé le crime des partages. Les populations polonaises qui ont souffert sous un régime atroce retournent au sein de la patrie. Citoyens, vos souffrances ont été longues et cruelles. Votre langue maternelle a été interdite et vos libertés annulées. Mais, désormais, tout cela est à jamais fini, vous ne souffrirez plus. La Sérénissime République vous prend sous sa protection et, fidèle à ses traditions de tolérance et de justice, elle veut vous voir heureux et satisfaits. Sans distinction de nationalité, de langue, de religion, vous serez tous des citoyens de l'Etat polonais, vous jouirez de droits égaux et vous serez vous-mêmes législateurs de votre propre vie.

« Ayant été persécutée et opprimée, la Pologne n'opprimera personne. Elle vous garantit la sécurité et l'ordre, elle ne demande de vous que l'accomplissement loyal de vos devoirs civiques et le respect de ses lois. Mais tout en voulant être une mère pour tous ses enfants, sans se soucier de leur origine, la République polonaise ne tolérera en aucun cas des attentats dirigés contre sa sécurité. Par contre, elle reconnaîtra et appréciera tout dévouement et tout travail au profit de l'Etat. Elle maintiendra tous vos droits et pensions et élargira ces garanties dans la mesure de ses forces et de ses moyens.

« En plantant le drapeau de l'Aigle blanc sur ces terres, je vous salue, citoyens de la Sérénissime République polonaise, au nom de notre vieille devise nationale : « Tous égaux, tous libres ! ». Le soldat polonais qui met aujourd'hui son pied sur ce sol sera à jamais votre frère et votre protecteur.

« Vive la République polonaise, libre, indépendante et réunie ! »

Ce noble appel qui a ému jusqu'aux larmes les populations réunies à la Pologne, est signé du général Pilsudski et contresigné par le président du Conseil M. Skulski et par le ministre des anciennes régions prussiennes, M. Seyda.

BULLETIN

— Les travaux législatifs.

La Diète polonaise vient de voter :

Une loi prévoyant la peine de mort pour tous les délits d'abus de confiance commis par les employés d'Etat, quelle que soit l'importance de ces délits. Cette loi a pour but d'assainir le corps de la Pologne empoisonné par la corruption des fonctionnaires des régimes russe, autrichien et prussien.

La Diète vient de statuer que la couronne autrichienne, qui a encore cours en Galicie et dans la Pologne occupée pendant la guerre par l'Autriche, aura la valeur de 70 pfenig polonais. C'est mettre fin aux spéculations sur la couronne qui ont pris dernièrement une expansion considérable.

— La Propagande allemande en Haute-Silésie.

Zürich, le 27 janvier. — On mande de Posen que les Allemands viennent d'éditer en Haute-Silésie un almanach spécial, polonais, avec les « douze commandements » où, dans un style biblique, ils exhortent la population de ne pas voter pour la Pologne, ce qui attirerait sur eux « la colère divine ».

« Qui vote pour la Pologne — écrivent les Allemands — vend la Silésie aux francs-maçons, car ce sont les francs-maçons qui dominent ou domineront en Pologne. »

— Exportation du bois.

La Diète vient d'autoriser l'exportation du bois de Pologne. Cette autorisation va certainement contribuer à la hausse du mark polonais.

— Les Allemands sous la domination polonaise.

Zürich, le 27 janvier. — Le voïvode (palatin) de la côte polonaise de la mer Baltique, M. Laszewski, vient de s'adresser à la population allemande incorporée à l'Etat polonais.

« A vous, citoyens polonais d'origine allemande, a-t-il dit, je tiens à déclarer de la façon la plus catégorique que vos hésitations et inquiétudes au sujet de votre avenir sont sans fondement. Je suis en mesure de vous assurer que ce n'est pas la haine ni la vengeance que nous vous apportons, mais la paix ! En exécutant les clauses du Traité de paix, que vos représentants ont signé, nous faisons la paix et nous voulons la paix. Nous voulons travailler et vivre avec vous dans la paix et la concorde et pour le bien du pays, dont vous êtes désormais les citoyens.

« Mais nous exigeons en même temps une attitude loyale de votre part, une collaboration cordiale et sincère qui excluraient toute discorde et ne sauraient troubler l'ordre et la paix. Vous jouissez de droits égaux, n'oubliez donc pas vos devoirs égaux. A notre bonne foi et confiance, répondez-nous et donnez-nous des preuves de la même bonne foi et de la même confiance. »

Une leçon de stratégie

Le Commandant de Civrieux, dans les colonnes du *Matin*, s'occupe de la situation militaire en Pologne :

« La Pologne est sous la menace d'une violente offensive bolchevik ; et l'on ne saurait se dissimuler que pour y faire face elle se trouve dans une situation militaire singulièrement désavantageuse. En effet, à la faveur des opérations rouges contre Koltchak et Denikine, le gouvernement de Varsovie, pour délimiter le territoire de la République, a déployé ses divisions et les a poussées non seulement aux frontières ethnographiques de la Pologne proprement dite, mais encore à celles de la Lithuanie.

Il s'ensuit que l'armée polonaise figure un cordon aux mailles très lâches, tiré de la Dvina au Dniester, c'est-à-dire au long d'un front à peu près égal à celui que tenaient en 1916 les millions d'hommes des armées impériales russes. Or, cette armée compte au plus 200.000 combattants, mal équipés, mal nourris, pauvres en matériel. De plus, sa masse principale paraît être engagée autour de Dvinsk, sur une direction excentrique.

Le désastre de Denikine a été dû surtout à la fâcheuse stratégie linéaire suivie par ce général en des espaces immenses que ne pouvaient remplir des effectifs limités. Voulant trop embrasser, Denikine ne fut nulle part ; et ainsi fut-il à la merci d'une attaque massive perçant un rideau sans consistance.

Si les Polonais imitent son exemple, ils risquent de courir à une catastrophe semblable. D'ores et déjà, on peut penser que la véritable offensive rouge se produira non sur la Dvina, mais sur la direction Mophilew-Brest-Litovsk. Elle cherchera, par rupture centrale de la mince façade adverse, à isoler les divisions de Dvinsk.

Les chances réelles de victoire défensive qui s'offrent à nos alliés sont donc dans la concentration de toutes leurs forces disponibles, puis dans la manœuvre de l'« armée réunie ». Le maréchal Foch, sans aucun doute, s'il se rendait à Varsovie, rappellerait aux généraux polonais ce principe napoléonien de simple bon sens, trop souvent violé néanmoins. »

Nous nous permettons de faire remarquer au Commandant de Civrieux que l'armée polonaise compte actuellement 800.000 hommes et que, d'autre part, quoique le voyage du Maréchal Foch ait été des plus désirés par la Pologne tout entière, l'armée polonaise ne manque pas de conseillers français. Depuis à peu près un an, il y a en Pologne une grande Mission Militaire Française, largement dotée de spécialistes et d'officiers supérieurs.

Le Commandant de Civrieux aurait-il des renseignements particuliers qui l'autoriseraient à douter de l'utilité du travail de la Mission Militaire Française en Pologne ?

LE

“ FANTOME BOLCHEVISTE ”

On vient de faire une importante découverte. Le bolchevisme est inoffensif et il ne menace personne. Les Bolcheviks sont « un ennemi imaginaire » et les projets qu'on leur prête sont « fantaisistes ». Ils ne sont pas une réalité, mais un « fantôme ».

Qui donc mystifie ainsi l'Europe et le monde entier en agitant l'épouvantail soviétiste ? Un habile homme le sait et nous l'apprend : c'est la Pologne. La Pologne nous trompe tous. Elle « grossit » le danger bolcheviste « dans un but intéressé ». Elle « se plaît » à l'exagérer pour les besoins de la cause ». Son état-major et sa presse « dramatisent » les renseignements.

Tout le monde se félicitera qu'un observateur perspicace ait enfin mis à jour ce qui, après des mois et des mois, avait échappé à tous nos diplomates alliés et à toutes nos missions militaires. En le remerciant de ses révélations sensationnelles, nous lui demanderons quelques éclaircissements supplémentaires.

Ce sont les Polonais, nous dit-on, qui entretiennent la fiction du danger bolchevik. Mais les Polonais, nous dit-on d'autre part, éprouvent de « l'effroi », ils se sentent incapables de se défendre eux-mêmes, « ils redoutent d'être bousculés jusqu'à Léopol (Lemberg), peut-être au-delà ». Si les Polonais nous dupent sciemment, c'est qu'ils n'ont point d'effroi réel. Et si les Polonais ont vraiment des craintes, comment dire qu'ils nous mystifient ?

On nous assure que les Polonais inventent l'ennemi bolcheviste pour avoir un prétexte à maintenir leur armée sur le pied de guerre. Mais on nous affirme, d'un autre côté, qu'ils manquent tout à fait de confiance en eux-mêmes. Ainsi la Pologne redoute la guerre, mais elle y pousse ! Elle voudrait la paix, mais elle se la refuse elle-même ! Elle tremble devant l'armée rouge, mais elle renonce à démobiliser pour avoir « un prétexte à la parade » ! Voilà ce que nous ne comprenons pas très bien.

Une chose encore nous paraît obscure. On conjure la France de ne pas se lancer dans une « folle aventure », et l'on conclut cependant en lui demandant de « prendre en main la direction des opérations militaires » et d'intervenir directement en Pologne. Comment concilier cette thèse d'abstentionnisme défiant et ce programme d'intervention qui va bien au delà des exigences moyennes de l'opinion française ?

Toutes ces contradictions — et d'autres semblables — ne sont guère faites pour relever le prix de la révélation qu'on nous apporte. On aperçoit très bien, en revanche, l'intérêt que peuvent avoir actuellement certains milieux à jeter la suspicion sur l'armée polonaise et la politique de Varsovie. Des incidents récents témoignent assez que l'on s'y emploie activement. On aura peine, cependant, à faire croire que la Pologne cherche à entraîner la France dans une aventure. Le bolchevisme n'est pas une affaire entre Moscou et Varsovie, mais entre Moscou et tous les Alliés. Chacun des pays intéressés a ses moyens d'information. Chacun est à même d'apprécier l'attitude des Bolcheviks, de juger la sincérité et la portée de leurs propositions actuelles. Chacun peut constater sur place que la Pologne fait la guerre pour autre chose que pour la parade et que les chefs du prolétariat polonais, tels que M. Daszynski, en viennent eux-mêmes à réclamer une fédération des pays de l'Est pour faire face au danger bolchevik. Les hommes qui voient dans l'armée rouge un danger imaginaire feront bien de se reporter à l'« Humanité » du 24 janvier où un aimable philanthrope, qui s'est d'ailleurs attiré une protestation indignée des socialistes polonais, définit en ces termes la tâche prochaine de ses frères en bolchevisme : « Si le gouvernement polonais persiste dans sa politique funeste, il sera nécessaire et salutaire que l'armée rouge de Trotsky envahisse la Pologne et aide les paysans et ouvriers de ce pays à y écraser la réaction ».

L'« Humanité » ne croit pas faire injure aux Bolcheviks en leur proposant cette besogne. Pourquoi, dès lors, suspecter la Pologne de mystification quand elle redoute qu'ils ne l'entreprennent ? Elle n'a jamais prétendu être capable d'y faire obstacle toute seule. Elle nous demande seulement si nous voulons l'y aider et si nous voulons avoir une politique. Il est temps de nous décider.

HENRI GRAPPIN.

ECHOS

— Un petit cours de géographie pour nos confrères.

Voilà de nouveaux territoires de la Pologne affranchis. Les couleurs polonaises flottent déjà sur les monuments des différentes parties de la Prusse Occidentale et de la Prusse Royale et flotteront bientôt, nous le croyons ferme, sur les édifices publics des deux Silésies et de la Mazurie.

Il est donc grand temps d'abandonner la nomenclature géographique allemande et de cesser, une fois pour toutes, de germaniser le nom des villes et des villages purement polonais.

Évidemment pour nos confrères français, qui sont condamnés à se servir de documents officiels, rédigés conformément à la nomenclature allemande, ce changement présentera certaines difficultés. Nous sommes toutefois certains qu'ils ne manqueront pas de faire un petit effort pour remédier à cet état de choses et nous tenterons l'impossible pour leur faciliter cette tâche et les familiariser avec la nomenclature polonaise.

Voici pour commencer quelques exemples :

Posen,	en polonais,	Poznan, en français, Posen.
Lissa,	— —	Leszno (prononcez <i>Lechno</i>).
Gnesen,	— —	Gniezno.
Lautenburg,	— —	Lidzbark.
Kempen,	— —	Kępno.
Schneidemühle	— —	Piła.
Graudenz,	— —	Grudziądz.
Kulm,	— —	Chelmo.
Thorn,	— —	Toruń.
Dantzig,	— —	Gdańsk.
Strasbourg,	— —	Brodnica.
Bromberg,	— —	Bydgoszcz.
Bentschen,	— —	Zbąszyn.
Argenau,	— —	Gniewkowo.
Hohohenzaltza	— —	Inowrocław.

— Le mark polonais en hausse.

Le mark polonais a été coté 80 pfenig à la bourse berlinoise. Cette hausse est provoquée par l'achat en grande quantité du mark polonais par la population des terrains plébiscitaires.

— Les Conférences françaises en Pologne.

Le programme des conférences pour l'année 1920, qui seront données à Varsovie et répétées, si cela est possible — et ce le sera — dans les grandes villes de la Pologne. Première série : du 24 janvier au 28 mars.

Sujet général : *Le Rayonnement Polonais en France et La pensée Française contemporaine.*

Conférenciers, MM. Lichtenberger, Funk-Brentano, l'éminent historien français, Franc-Nohain, rédacteur en chef de « l'Echo de Paris », Maurice Barrès, de l'Académie Française, Jean Chantavoine, le critique musical bien connu, Paul Gaultier, secrétaire général de « l'Union Française », Marc Sangnier, député, et Joseph Noulens, sénateur, ministre, ancien envoyé extraordinaire de la République Française en Pologne.

Deuxième série : du 16 avril au 20 mai environ.

Sujet général : *La France pendant la Guerre de 1914-1918.*

Conférenciers : MM. le Général de Castelnau, ancien commandant de groupe d'armées, Général de Maud'huy, ancien commandant d'armée, Général Belin, ancien major général, Louis Barthou, ancien président du conseil, de l'Académie Française, Mgr Beaudrillart, de l'Académie Française, Louis Madelin, le remarquable historien de la guerre, René Benjamin, l'auteur du célèbre « Gaspard », Pironneau, de l'Echo de Paris.

Toutes nos félicitations aux organisateurs.

Les armées polonaises dans l'attente.

Zürich, le 27 Janvier. — Dans l'important secteur de Dwinsk (Dunabourg) les Polonais, qui, au nord, ont atteint Rzezyca avec les Lettons, ont pris appui sur la ligne de la Zarianka, affluent de la Dwina, qui est pour eux une bonne couverture du côté oriental et qui consolide leur position dans la région lacustre au nord-est de Dwinsk. Tout le pays letton est désormais dégagé, à l'exception d'une petite bande de territoire au nord de Rzezyca.

En Polésie, les Polonais ont renforcé leurs positions en occupant une série de localités sur la rive orientale de la Ptycz. Dans les autres régions, sur la Dwina moyenne, sur la Bérézina, et en Volhynie, un calme relatif persiste, mais l'ennemi poursuit activement ses reconnaissances. Les dernières décisions du Conseil Suprême, assure-t-on, ont déterminé les Polonais à suspendre l'exécution de larges plans qu'ils avaient envisagés vers le milieu de ce mois. Leurs efforts militaires éventuels sont subordonnés à l'attitude ultérieure des Alliés, c'est-à-dire, à une collaboration dont la Pologne a besoin pour soutenir la lutte contre les armées rouges.

Pour l'instant, après l'échec de la conférence d'Helsingfors, la préoccupation principale du haut commandement polonais paraît être de mettre le territoire letton à l'abri de toute surprise éventuelle, de quelque côté qu'elle se produise. Des mesures ont été prises, en particulier, pour protéger l'unique voie ferrée qui relie Varsovie et Vilno à Dunabourg et aux territoires lettons. Le général Pilsudski vient de partir pour le front lithuanien.

UN POLONAIS DEMANDE

UNE ENQUÊTE

sur le bolchevisme

« Le Journal » et avec lui toute la presse parisienne parle d'un incident qui eut lieu à la séance du Bureau international du travail.

« La dernière séance de la session que vient de tenir le Bureau International du travail a été dominée par un débat tout à fait inattendu.

Les délégués venaient de se livrer à une longue et assez fastidieuse discussion sur des questions d'organisation intérieure, lorsqu'un représentant du gouvernement polonais, M. Sokal, se leva et déclara :

« J'ai l'honneur de déposer une motion tendant à la constitution d'une commission comprenant des délégués patrons et ouvriers, en vue d'étudier les conditions du travail dans certains pays de l'Europe orientale et particulièrement en Russie. Nous ne pouvons, en effet, songer à rendre pratiques les conventions de travail que nous établissons si nous ignorons les conditions sociales de la Russie. »

L'attention des assistants était grande; tous avaient le sentiment très net que M. Sokal ne proposait rien moins qu'une enquête sur le bolchevisme. Trois attitudes différentes se manifestèrent alors.

D'une voix forte, M. Jouxhaux affirma :

« En ma qualité de délégué du monde ouvrier, je ne puis que m'associer à la proposition qui vient de nous être soumise. J'estime, en effet, que l'ignorance où nous sommes à l'égard de la Russie est à la base du trouble qui se manifeste dans le prolétariat. »

Puis les délégués gouvernementaux intervinrent à leur tour pour arguer de l'absence d'instructions en face d'un problème si redoutable. Enfin, M. Goineau, seul représentant des patrons présent à la séance, demanda l'ajournement de la discussion.

Chacun paraissait vouloir rester sur ses positions, lorsque M. Albert Thomas proposa que le conseil d'administration étudiat la question posée et entrât en relations avec la Société des Nations sur les possibilités de réalisation pratique.

Cette solution rallia tous les suffrages et le bureau s'ajourna alors au 22 mars prochain.

M. Sokal, que nous avons vu à l'issue de la séance, nous a ainsi expliqué l'objet de son intervention :

« Nous ne savons rien de ce qui se passe en Russie, et cette ignorance constitue pour la paix sociale et pour la paix tout court un grave péril. Nous en sommes restés à la conception du bolchevisme tel qu'on nous l'a décrit au début de la révolution. Or, le bolchevisme, je le sais, a évolué; le pouvoir des soviets a diminué. C'est ainsi qu'il n'y a plus de conseils d'ouvriers dans les usines, plus de conseils de soldats dans l'armée rouge. De ces bribes d'informations, je me garderai de tirer des conclusions d'ordre politique. Mais j'estime que, dans un intérêt économique et social, elles doivent être contrôlées et complétées. »

Nous avons cherché des renseignements dans le milieu polonais, et nous prétendons que la déclaration de M. Sokal a un caractère personnel et qu'elle ne correspond pas aux opinions de la majorité polonaise.

Chronique financière

Le mouvement de hausse continue. La dépréciation du billet de banque, son abondance, jointes au développement croissant du goût spéculatif, contribuent à l'attrait témoigné à la Bourse par le public. Celui-ci ne se borne plus à acheter telle ou autre valeur favorite du marché. Peu à peu tous les compartiments de la cote se trouvent pris par le mouvement spéculatif, dont il est difficile de prévoir l'ampleur et la durée.

Cette semaine ce sont les *Mines d'or Sud-Africaines* qui ont été les plus achalandées. Longtemps abandonnées par la spéculation qui en a conservé de cuisants souvenirs, elles revoient peu à peu les cours cotés il y a une vingtaine d'années. La hausse de la *Livre sterling* y est certes pour beaucoup, ces titres étant, pour la plupart, libellés en monnaie anglaise, mais ce n'est pas là la seule raison du mouvement en avant. La principale réside dans l'augmentation sensible du prix de l'or-métal et de l'argent-métal; celui-ci, surtout, a atteint des prix sans précédent.

La *Rand-Mines* approche du cours de 200, la *Crown-Mines* vaut 190, la *Ferreira* 32.

Parmi les mines d'argent, le *Camp Bird* que nous avons signalée la semaine dernière à 42, cote 51, cours qui offre encore une marge très intéressante de bénéfice.

Les valeurs de pétrole, favorisées par la crise persistante du charbon, continuent à retenir l'attention. Le *Royal Dutch* fait un bond à 48.000, la *Shell Transport* dépasse 700; le mouvement est loin d'être terminé et des cours très supérieurs sont à prévoir sur ces deux titres.

La *Mexican Eagle* à 575 est également intéressante, en raison de la situation splendide de cette Compagnie.

Les valeurs polonaises que la Bourse continue — bien à tort, est-il besoin de le dire — d'assimiler, dans son esprit, aux valeurs russes, ont été un peu plus calmes.

La *Czeladz* vaut 1.930, les tubes de *Sosnowice*, 470; les *Charbonnages de Sosnowice*, 1.130; la *Huta Bankowa*, 1.770; les pétroles *Boryslaw*, 210.

Les obligations *Ville de Varsovie* varient peu à 100.

Les derniers cours de Varsovie se présentent ainsi :

Banque de Commerce.....	900
Starachowice.....	4.050
Lilpop.....	1.425
Zyrardow.....	1.300
Rudzki.....	1.550
Sucreries de Varsovie.....	2.550
Ciments Firley.....	560

Le marc polonais reste stationnaire. A ce propos qu'il nous soit permis de nous étonner que, jusqu'à présent, il ne soit pas autorisé à procéder aux négociations ouvertes sur cette monnaie. Pourtant, la Pologne est un pays allié !

PAUL LANDOWSKI.

REVUE DE LA PRESSE

Le *Journal d'Orient*, paraissant à Constantinople :

« Lorsqu'un Etat de 31 millions d'habitants, comme la Pologne, se contente du seul port de Dantzig, comme débouché commercial, il est naturel que la Bulgarie qui ne compte que 5 millions d'âmes, puisse se suffire amplement des deux ports dont elle dispose sur la Mer Noire, d'autant plus que cette dernière doit être à l'avenir entièrement libre au trafic international, et qu'un débouché commercial est laissé à la Bulgarie sur l'Egypte. »

Nous pouvons affirmer à notre confrère de Bosphore que la Pologne ne s'en contente pas, car Dantzig ne lui appartient pas encore.

M. André Cheradame dans *La Démocratie Nouvelle* du 22 janvier parle des décisions du Conseil suprême relatives à la Russie :

« Ce Conseil n'est, en somme, formé que de quelques politiciens dirigeants des plus grands Etats de l'Entente qui, contrairement aux principes proclamés par eux-mêmes, lors de la réunion de la Conférence de la paix, se sont arrogé le droit de tout régler en Europe sans même faire participer à leurs délibérations les autres Etats alliés dont les droits sont cependant moralement égaux à ceux des puissances qualifiées de grandes, uniquement en raison du chiffre de leur population. »

Depuis que M. Wilson a décidé de nous priver du concours de ses lumières, le Conseil dit « suprême » n'est plus pratiquement composé que de trois membres.

M. Nitti représente l'Italie. Or, à moins d'aveuglement volontaire, l'Italie, depuis ses dernières élections générales, ne peut pas être considérée autrement que comme un Etat ayant des tendances germanophiles et bolchevistes.

Quant à M. Lloyd George, il est loin d'être suivi par cette partie de l'opinion britannique qui est informée sur les dessous de la Conférence et veut sincèrement le maintien de l'alliance cordiale avec la France. Depuis l'armistice, M. Lloyd George a fait une évolution telle qu'il est en flirtation croissante avec les germanophiles et les bolchevistes britanniques.

Dans les questions de Dantzig, de Haute-Silésie, de Hongrie et de Russie, M. Lloyd George a fait adopter, depuis l'armistice, des solutions généralement contraires à celles préconisées par les meilleurs connaisseurs de ces questions.

Il a été l'un des plus ardents promoteurs du projet de conférence de Prinkipo en février 1919. Or le colonel Ward, membre travailliste de la Chambre des communes, après un long séjour en Sibérie, démontre actuellement dans le *Daily Telegraph*, que le seul fait d'avoir considéré comme possible la conférence de Prinkipo a formidablement renforcé les bolcheviks, eu des conséquences funestes pour la civilisation en général et pour les intérêts asiatiques de la Grande-Bretagne qui se voit maintenant directement menacée aux Indes comme conséquences des menées pangermano-bolchevistes puissamment favorisées en fait par l'attitude de M. Lloyd George, depuis l'armistice.

Quant à M. Clemenceau, lors des dernières élections générales, il a proclamé devant toute la France la nécessité de lutter contre le bolchevisme. Il y a quelques jours à peine, il déclarait encore qu'il était impossible de pactiser avec les criminels bolcheviks, qu'ils constituaient une sorte de peste dont il fallait se préserver en les entourant d'un réseau de fil de fer barbelé, et maintenant on nous annonce que M. Clemenceau se serait déjugé totalement !

Enfin, les décisions relatives à la Russie ont été prises par le Conseil dit « suprême » sans même consulter les représentants de 80 millions de peuples continentaux alliés, qui tous sont plus ou moins directement menacés par les combinaisons pangermano-bolchevistes : la Belgique, la Pologne, la Tchéco-Slovaquie, la Roumanie, la Grèce, la Yougo-Slavie.

Tout cela est trop manifestement absurde pour que les Etats que nous venons de nommer ainsi que la France, dont les élections générales ont proclamé la volonté anti-bolcheviste, puissent se sentir engagés par les décisions d'un Conseil résultant pratiquement d'une usurpation de pouvoirs et qui n'est réellement « suprême » qu'en raison de l'incompétence dont il a fait preuve. »

Un DIPLOMATE dans le *Paris-Midi* du 27 demande « S'il faut intervenir ».

« Il est beau d'admirer la Pavlova. Il serait meilleur de tirer la politique russe de l'Entente de la fondrière où elle git. Tel est du moins l'avis des Polonais. »

Leur ministre des Affaires Etrangères, M. Patek, vient de remettre à la Conférence, dite des ambassadeurs, une note confidentielle, où il signale deux petits faits. Le premier, c'est que la Pologne, en dépit de tous les pourparlers baltiques, va probablement être assaillie au printemps par les hordes de l'armée rouge, qui pourraient bien l'enfoncer par la vertu du nombre. Le second, c'est que les Alliés, qui ont ressuscité la Pologne dans un traité solennel, n'ont guère le droit de l'abandonner à son sort.

Note judicieuse et qui eut aussitôt pour effet de faire convoquer par la Conférence le maréchal Foch. C'est un geste machinal. « Qu'en pensez-vous Monsieur le Maréchal ? », lui demande-t-on chaque fois. Le maréchal, dont il faut admirer la patience, propose aussitôt un projet militaire. On le remercie, on le salue, et le projet va dormir dans les cartons.

Il est à craindre qu'il en soit de même pour la Pologne. On délibère à Paris, M. Churchill fait de la poussière à Londres, et cependant l'armée polonaise attend toujours les équipements indispensables. Moitié moins nombreuse que celle des Soviets, cette armée a du patriotisme, une vaillance proverbiale, et le mépris de l'Occidental pour l'Oriental. A un contre deux, elle battra encore les inspirés de l'armée rouge, mais à condition de n'avoir point à remplacer les fusils par des bâtons. »

En vente à la Revue « Polonia »

- 1) *Résumé de l'Histoire de Pologne*, par V. Gasztowtt; 1 fr. 50; franco, 1 fr. 80.
- 2) *Album des Polonais dans l'Armée française, 1914-1916*, 216 illustrations inédites; 6 fr.; franco, 6 fr. 50.
- 3) *La Pologne immortelle*, édition de la Revue *l'Art et les Artistes*, 154 illustrations; 7 fr.; franco, 7 fr. 50.
- 4) *La Conscience Nationale*, par le professeur W. Lutoslawski; 1 fr.; franco, 1 fr. 20.
- 5) *Pour la Pologne*, par Georges Berthoulat, sénateur; 1 fr.; franco, 1 fr. 20.
- 6) *La France pour la Pologne*, Enquête de la Revue « Polonia »; 4 fr.; franco, 4 fr. 30.
- 7) *Montluc, un agent électoral modèle*, par Alexandre Schurr; 1 fr. 25; franco 1 fr. 45.
- 8) *La Pologne*, par M. Gabriel Séailles; 0 fr. 40; franco, 0 fr. 60.
- 9) *La mission de la Femme slave*, par Halka Ducraine; 1 fr. 75; franco, 1 fr. 95.
- 10) *La Pologne, son long martyre*, par M. A. Augustin Rey; 0 fr. 75; franco 0 fr. 95.
- 11) *Sur la Pologne*, par Lacour-Gayet, 1 fr. 50; franco, 1 fr. 70.
- 12) *Une mission diplomatique en Pologne au XVIII^e siècle*, par Anne-Marie Gasztowtt; 1 fr. 75; franco, 1 fr. 95.
- 13) *L'Effort vital de la Pologne contemporaine*, par M. Noir et Z. L. Zaleski; 1 fr.; franco, 1 fr. 20.
- 14) *L'Affaire de Thorn*, par Alfred Melon; 1 fr.; franco, 1 fr. 20.
- 15) *La Politique nationale*, par W. Lutoslawski; 1 fr.; franco, 1 fr. 20.
- 16) *L'Etat National*, par W. Lutoslawski; 1 fr. franco, 1 fr. 20.
- 17) *Carte ethnographique de la Pologne et des pays limitrophes*; 3 fr. 25; franco, 3 fr. 50.
- 18) *Cours de langue polonaise*, pour les Français; 4 fr. 50; franco, 5 fr.
- 19) *Manuel de la Langue française à l'usage des Polonais*, par Iza Zielinska; 3 fr. 50; franco, 4 fr.
- 20) *Vocabulaire Français-Polonais et Polonais-Français* reliés séparément, chaque volume 2 fr. 50; franco, 3 fr.; les deux reliés ensemble, 6 fr.; franco, 6 fr. 50.
- 21) *Vocabulaire militaire Français-Polonais*, par le capitaine W. Gąsiorowski; 3 fr. 50; franco, 4 fr.
- 22) *L'Hymne national polonais*, musique et paroles; 0 fr. 50; dix exemplaires 4 fr.
- 23) *La Varsovienne*, paroles de Casimir Delavigne; 1 fr. 50; franco, 1 fr. 80.
- 24) *Cartes postales polonaises en couleur*; 2 fr. 50 la douzaine; franco, 2 fr. 75.
- 25) *Cartes postales polonaises en noir*; 1 fr. 50 la douzaine; franco, 1 fr. 75.

OBRACHUNKI KRESOWE

W chwili obecnej sprawa naszych granic wschodnich staje na porządku dziennym w kształcie zgola innym niż dotychczas, gdyż Polska prowadzi ma walkę z bolszewikami, jako europejski « strażnik przy drucie koleczastym », którym ma się ołgrodzić ognisko bolszewickie od świata cywilizowanego.

Wskład zatem musimy nakoniec ustalić w zarysie nasze granice wschodnie, na których bój ten się prowadzi i które zakreślamy kośćmi naszych bohaterów. W takiej chwili, pożądanym będzie ponowny rzut oka na stosunki obecne na kresach wschodnich dawnej Rzeczypospolitej.

Z ziem półn.-wschodnich przydzielono pod zarząd ministerium spraw wewnętrznych powiaty: sokolski, bielski i białostocki. W dn. 1 grudnia b. r. — wedle danych urzędowych — należało do zarządu ziem wschodnich 8 powiatów wołyńskich, pozostałe powiaty ziemi grodzieńskiej, ziemia mińska po Berezynę, wileńska bez części pow. trockiego. Prócz tego, został utworzony pow. braclawski z dawnego pow. jeziorowskiego i tukostańskiego. Razem więc pod zarządem ziem wschodnich — nie licząc części powiatów opolskiego i połockiego, zajętych przez nasze wojska, ale nie objętych jeszcze cywilną administracją, pozostaje 185.000 km. kw. Jest to przestrzeń półtora razy większa od b. Królestwa i stanowi jedną czwartą części Polski z r. 1772.

Na tej ogromnej przestrzeni było przed wojną 8.800.000 ludności. Ile ludności jest obecnie, nie wiadomo, bo spis ludności nie został dotąd dokonany, mamy tylko z poszczególnych okręgów różne szacowania. Najbardziej ucierpiał okręg brzeski, którego obszar wynosi 51.000 km. kwadr. z ludnością przed wojną 1.700.000. Dziś ludność tego okręgu nie dochodzi 700.000 głów. Ziemię tę zniszczyła najpierw « ewakuacja » moskiewska, potem bitwy, a wreszcie rekwizycje niemieckie. W tym okręgu sześć-siódmych części wsi i domów jest zniszczonych. Ewakuacja moskiewska była dzika i niszczylińska. Rzecz charakterystyczna, że ludność polska stawiała najsilniejszy opór przy « ewakuacji », czyli dowiodła żywiołowego związku z krajem.

W powiecie brzeskim cała ludność została w promieniu 40 wiorst dokoła fortecy Brześcia wygnana przez Niemców do Prus, bez prawa powrotu w ciągu wojny (4 lata). Z innych powiatów Moskale wypędzili: z pow. kobryńskiego — 440.000 ludzi, brzeskiego — 493.000, prużańskiego — 420.000, słonimskiego — 120 tys., wolkowskiego 51.000, w baranowickim i pińskim — do 90.000; razem około 630.000 ludzi.

Dotąd wróciło z Rosji około 217 tysięcy ludzi — w stanie poprostu strasznym. Z osób, pozostałych na miejscu, dziesiątki tysięcy ludzi zginęło śmiercią głodową i z chorób. Ubytek ludności z powodu wojny przedstawiałby się następująco: W okręgu wileńskim, ludność zmniejszyła się o jedną trzecią część sumy ogólnej. W okręgu brzeskim, ludność zmniejszyła się o dwie trzecie części sumy ogólnej. Ogółu ludności na 185.000 km. kw. ziem wschodnich nie można więc obecnie szacować wyżej niż 6 i pół mil. głów, czyli ubyło przeszło 2 miliony ludności.

W dwutygodniku « Wschód Polski », w artykule p. t. « Próba obliczenia obszaru i ludności ziem zajętych na Wschodzie » oblicza p. Edward Maliszewski, że obszar zarządu ziem wschodnich, w połowie września z. r., przedstawiał się następująco: w b. gub. wileńskiej: w powiatach wileńskim, trockim, lidzkim, oszmiańskim, święciańskim, wilejskim, dziśnieńskim — 38.427 km. kwadr. W b. gub. grodzieńskiej: w pow. grodzieńskim, brzeskim, kobryńskim,

prużańskim, słonimskim, wolkowskim — 29.558 km. kwadr. W b. gub. mińskiej: w pow. mińskim, nowogrodzkim, pińskim, sluckim, borysowskim, ihumeńskim, bobrujskim, mozyrskim — 61.683 km. kwadr. W b. gub. wołyńskiej — 40.343.

Razem 169.981. Zaludnienie tych ziem, w połowie września b. r., wyraża się w cyfrach następujących: w powiatach b. gub. Wileńskiej 4.317.390 głów, b. gub. Grodzieńskiej 764.030, b. gub. Mińskiej 4.721.650 głów. Na podstawie powyższych danych, oblicza p. Maliszewski przypuszczalną gęstość zaludnienia na obszarach zarządu ziem wschodnich na 31 głów na klm. kwadr. co stanowi zaledwie jedną trzecią część przeciętnego zaludnienia na klm. kwadr. na terytorjach b. Królestwa i b. Galicji.

SEJM

— Sejm przyjął ustawę, normującą stosunek marki do korony a mianowicie 400 koron będzie się równać 70 markom.

— Sejm przyjął ustawę o obywatelstwie polskim. Tekst tej ustawy podaliśmy w poprzednim numerze.

— W sprawie powoływania prawników do służby wojskowej, Sejm przyjął przedłożoną mu do zatwierdzenia ustawę z pewnemi zmianami, jak na przykład, że wiek powoływanych prawników oznaczono nie do lat 50, lecz do lat 42.

— Sejm przyjął ustawę, dotyczącą tymczasowego sądownictwa wojskowego.

— Komisja prawnicza Sejmu przyjęła projekt ustawy o odpowiedzialności urzędników, postanawiając, że urzędnicy państwowi i autonomiczni mają być karani karą śmierci za kradzież, sprzeniewierzenie i oszustwo lub za udział w tych czynach występnych, bez względu na wysokość wyrządzonej państwu szkody. Tę uchwałę Komisji całe społeczeństwo polskie powita ze szczerą wdzięcznością. Oby tylko uchwała jak-najszybsze znalazła zastosowanie.

— Równocześnie prawie zapadło postanowienie przyznania podwyżki do pensji niektórym kategoriom oficerów i urzędników wojskowych.

— Sejm, w trzecim i ostatecznym czytaniu, przyjął ustawę o wywożeniu drzewa. To postanowienie, zezwalające na wywóz drzewa z Polski, przyczyni się niewątpliwie do poprawienia kursu naszej waluty.

RZECZPOSPOLITA

✱ **P. Naczelnik Państwa** dokonywuje, w dalszym ciągu, objazdów Rzeczypospolitej. Ostatnio był na Wołyniu i w Lublinie. Niebawem ma wyjechać do Pucka, nad Bałtyk. Ludność wita wszędzie Naczelnika gorąco.

✱ **Nowokreowani kardynałowie** polscy, arcybiskupi Dalbor i Kakowski, odprawili uroczysty wjazd swój do Warszawy. Niezwykła ta ceremonia połączona ze zjazdem biskupów polskich odbyła się przy licznych udziałach przedstawicieli społeczeństwa.

O ile doszły nas wiadomości, Watykan, w dalszym ciągu, zamierza obdarzyć szereg duchownych polskich mniej lub więcej wybitnymi godnościami kościelnymi.

— **Hołd Kopernikowi.** Z powodu objęcia przez władze Rzeczypospolitej ziem b. zaboru pruskiego, przyznanych Polsce przez Traktat Wersalski, i wkroczenia wojsk naszych do Torunia, złożyły w Warszawie prezydja Rady miejskiej i Magistratu Warszawy wieniec u stóp pomnika Kopernika, który o pomnik dnia tegobyl udekorowany kwiatami.

✱ **Podwyższenie płac urzędników.** Rada Ministrów przyznała urzędnikom podwyżkę od 50 proc. do 100 proc. pobieranej pensji.

✱ **Wznowienie Kapituły orderu « Virtuti Militari ».** Na zasadzie ustawy sejmowej z 1 sierpnia 1919 r., wznowił Naczelnik państwa kapitułę orderu « Virtuti Militari ». Pierwszymi członkami tej kapituły zostali mianowani: gen. Iwaszkiewicz, gen. Romer, gen. Roja, gen. Latini, pułk. Kuliński, pułk. Skrzyński, major Mackiewicz, kap. Kopa i kap. Koca. Wszyscy wyżej wymienieni otrzymali order « Virtuti Militari » 5 stopnia. Uroczyste wręczenie orderów, jako też pierwsze posiedzenie kapituły, odbyło się dnia 22 b. m., jako w rocznicę powstania.

✱ **Państwowy komisarz polski.** Komisarzem państwowym dla odebrania zarządu cywilnego w częściach prowincji poznańskiej i śląskiej, oddanych Polsce, mianowany został wojewoda poznański, Celichowski.

✱ **Nowy uniform polowy.** Czasopisma stołeczne ogłaszają rozporządzenie Ministerjum spraw wojskowych o wprowadzeniu nowego uniformu polowego. Rozporządzenie to obowiązuje wszystkich, a więc i przebywających we Francji, oficerów i urzędników wojskowych. W dniu 1 lutego 1920, winni oficerowie, urzędnicy wojsk., wszyscy w jednym dniu włożyć nowe odznaki stopni wojskowych, choćby na dawnych mundurach. A do dnia powyższego, odznaki stopni winny być dotychczasowe, choćby przypięte na naramiennikach nowego ubioru. Najdalej d. 1 lutego 1920 wojskowi winni mieć czapki nowego wzoru.

Donaszenie dotychczasowych dozwolone jest do 31 grudnia 1920 włącznie. Należy unikać w noszeniu łączenia ze sobą części ubiora dotychczasowego z nowym, z wyjątkiem nowej czapki, która może być noszona przy dotychczasowym ubiorze, oraz płaszcza dotychczasowego, który może być donoszony i przy nowym ubiorze. Donaszenie dotychczasowych płaszczy dozwolone jest do 30 czerwca 1921. Donaszenie dotychczasowych kożuszków wojskowych i futrzanych bekiesz dozwolone jest w ciągu trzech zim t. j. do wiosny 1922. W dniu 1 lipca 1920, każdy oficer obowiązany jest mieć całkowity komplet nowego ubioru z wyjątkiem płaszcza. Aż do czasu wprowadzenia ubioru wielkiego, względnie paradnego, bezwzględnie nie wolne nosić lub donaszać mundurów barwnych (granatowych), oraz żadnych ozdób ubioru paradnego, jako to: kordonów (etyszkietów), pasów srebrnych lub barwnych, rabałów i tp. Jakiegokolwiek, choćby drobne odstępstwo od przepisu, względnie uzupełnienia na własną rękę i zmiany nawet w szczegółach, będą karane z całą bezwzględnością.

✱ **Strejk zakładów drukarskich Kurjera Warszawskiego.** W Warszawie, wybuchł zatarg między Wydawnictwem i zecerami jego drukarni a wskutek zatargu strejk i chwilowe zawieszenie Kurjera. Historia tego zatargu jest następująca.

W jednym z artykułów noworocznego numeru « Kurjera » zauważono omyłkę, mianowicie w wyrazach « Orla Białego » zamiast litery « r » znalazło się « s ». Badając przyczynę tej przykłej pomyłki, ustalono, w sposób niezbyt, że uczynił to rozmyślnie zecer śmieszek. Dyrekcja « Kurjera Warsz. », nie mogąc tolerować podobnego zachwastwa, dochodzącego do drwin z symbolu państwowego, wymówiła miejsce owemu zecerowi. Gdy po dwóch tygodniach nadszedł termin wypłaty, delegat zecerów oznajmił dyrekcji, że « ogół zecerów zdecydował », iż śmieszek ma zostać na zajmowanej posadzie. Wezwany przez zecerów przewodniczący Związku, p. Witkowski, uznał winę Śmieszka za ustaloną, wziął go jednak w obronę i prosił o pobłażliwość. Wobec odmowy dyrekcji, zecerzy zastrajkowali — i « Kurjer » nie wyszedł. Kiedy strajk się zakończy — niewiadomo.

✱ **Kary za łapownictwo i sprzeniewierzenie.** Komisja prawnicza, pod przewodnictwem p. dr. Marka, obradowała nad odpowiedzialnością urzędników za przestępstwa popełnione w chęci zysku.

Zasady projektowanej ustawy wprowadzają karę śmierci za kradzież, oszustwo, sprzeniewierzenie lub udział w tych czynach. Ustawa zapewnia bezkarność tym, którzy nakłaniali urzędnika do wzięcia łapówki, o ile przyczynią się do wykrycia zbrodni. Majątek urzędnika skazanego, oraz majątek jego rodziny, ma ulegć konfiskacie.

Wyrokować będzie sąd, składający się z trzech sędziów, a wyrok będzie prawomocnym, o ile orzekną go sędziowie jednomyślnie.

Minister kolei, Bartel, domagał się jaknajwcześniejszego wydania tej ustawy, jako jedynego środka zapobieżenia nadużyciom przy transportach kolejowych.

✱ **Teatr Marywil** w Warszawie (przy ulicy Białeńskiej), który, po spaleniu się teatru Rozmaitości, miał poniekąd zastąpić brak tego ostatniego, uległ pożarowi. Wiosnę przypisuje pożar podpaleniu. Energicznie prowadzone śledztwo podotąd nie wykryło ani sprawców ani przyczyn ognia. Jest to dotkliwa strata i dla sztuki i dla całego gremjum artystów dramatycznych.

✱ **Duńskie towarzystwo okrętowe** « *Det forenede Danmarkske Søskib* » zaprowadziło regularny ruch okrętowy między Kopenhagą a Gdańskiem. Na linii tej co tydzień kursować będzie parowiec « Moskwa ».

✱ Dnia 3 stycznia, zawinął do portu gdańskiego pierwszy okręt polski pod polską i amerykańską banderami. « *Ko-sciuszko* », taka jest nazwa okrętu, jest własnością towarzystwa polsko-amerykańskiego.

NOWA POLSKA TARYFA CELNA

Z dniem 10 stycznia 1920 r. weszła w życie nowa autonomiczna polska taryfa celna, która zastępuje, na całym obszarze Rzeczypospolitej Polskiej, obowiązujące dotychczas taryfy celne poszczególnych zaborów.

Forma i układ nowej taryfy wzorowane są na byłej rosyjskiej taryfie, liczącej porządkowo poszczególnych pozycji polskiej taryfy odpowiadają naogół liczbom porządkowym rosyjskiej taryfy. Stawki celne natomiast zostały zmienione odpowiednio do potrzeb i gospodarczej struktury kraju. Głównie obliczone od 100 kg., stawki wyrażono w markach złotych, przyczem, jako podstawę obliczenia przyjęto, że marka złota równa się trzem markom papierowym.

Wobec anormalnych warunków, w jakich chwilowo żyjemy, przewidziano są, na czas przejściowy, różnego rodzaju ulgi celne.

Rozporządzenie Ministrów Skarbu oraz Przemysłu i Handlu z dnia 4. listopada 1919. w przedmiocie czasowego zwieszenia cła, zawiesiło czasowo cło od niektórych towarów i to mianowicie:

Podług art. 1 wspomnianego rozporządzenia, na trzy miesiące od dnia wejścia w życie nowej taryfy, płótna i perkalce, wełniane sukna włoskańskie, tkaniny półwełniane, ryż, mąka z wyjątkiem mąki ziemniaczanej, ziemniaki suszone, cukier, superfosfaty, obuwie zwyczajne, szkło, mydło zwyczajne, łopaty, widły, i t. p. maszyny i narzędzia rolnicze, papier, bielizna bawełniana oraz cały szereg innych towarów, wyszczególnionych w artykule 1.

Dla wywozu powyższych towarów żadnych pozwoleń nie potrzeba. Po upływie trzech miesięcy, Ministerium Skarbu może przedłużyć uwolnienie od cła, o ile będzie zachodziła potrzeba.

Podług art. 2. wspomnianego rozporządzenia, Ministerium Skarbu ma prawo uwolnić od cła na 1 rok, od czasu wprowadzenia nowej taryfy w życie, cały szereg towarów, wyszczególnionych w tym artykule, z których przykładowo wymieniamy: pasy transmisyjne, boraks, kwas siarczynowy, kable elektryczne, pitniki, narzędzia, przybory drukarskie, parowozy, wagony, turbiny, silniki, lokomobile, obrabiarki, i maszyny dla przemysłu włóknistego, akumulatory, samochody ciężarowe, cysterny, statki rzeczne żelazne i drewniane i t. p.

Uwalnianie od cła towarów odbywa się po uprzednim zasięgnięciu opinii Komitetu ulg celnych w Warszawie, którego delegatem, z ramienia Poznańskiej Izby przemysłowo-handlowej, jest p. Dr. Kazimierz Hacia, Dyrektor Banku Handlowego w Poznaniu. Pierwsze posiedzenie Komitetu ulg celnych odbyło się w Warszawie dnia 22. stycznia.

Na mocy rozporządzenia z dnia 4. listopada 1919 o taryfie celnej, mogą być udzielone pewne ulgi celne albo zupełne zwolnienia od opłaty cła i to mianowicie:

1) Mogą być, w miarę postanowień taryfy samej, wprowadzone za niższym cłem, względnie bez opłaty cła, towary i surowce, służące do przerabiania i do celów technicznych. Ulga ta odnosi się w szczególności do następujących towarów: ryż lamany, korzenie do wyrobu olejków eterycznych, herbata denaturowana, spirytus skazony do celów technicznych, wina skazone solą, sól stołowa, oliwa skazona do celów technicznych, tkaniny przerabiane gumelastyką, drut do grempli (obrot za kartą pozwolenia, par. 2 przep. wyk.).

2) Mogą być udzielone pozwolenia na wprowadzanie bez cła: materiałów, półfabrykatów, tudzież części składowych mających służyć do uszlachetnienia w kraju i następnego wywozu zagranicę (aktywne uszlachetnienie) albo półfabrykatów krajowych, wywiezionych zagranicę, tam uszlachetnionych i następnie do kraju wracających (pasywne uszlachetnienie) (obrot towarów do uszlachetnienia, par. 45 przep. wyk.).

Podania o udzielanie ulg celnych, w wypadkach obrotu za kartą pozwolenia i obrotu towarów do uszlachetnienia, należy skierować do Izby przemysłowo-handlowej.

SPRAWY WOJSKOWE

W jednym z ostatnich numerów warszawskiej « *Mysli Niepodległej* » zamieszczono artykuł o wojsku polskim, zasługujący na głębszą uwagę. Artykuł ten powłóczyła prasa polska wszystkich odcieni.

Tygodnik ten zastanawia się nad walką dwóch obozów: rutyników armji rosyjskiej i rutynków armji austriackiej, przypominając na wstępie, że obie te « *rutyny* » nie wytrzymały próby podczas wojny światowej.

A dalej pisze:

« *Miedzy temi dwoma obozami toczyła się walka o wpływy przy obsadzaniu stanowisk oficerskich. Walce sekundowała prasa. Część jej starała się przedstawić w świetle najgorszym byłych oficerów rosyjskich, nazywając ich « *carskimi schodami* ». Rzecz prosta, że znowu « *schodami cesarskimi* » i może z większą słusznością można by nazwać byłych oficerów austriackich. W ostatecznym wyniku tej walki odniósł walne zwycięstwo obóz rutynistów austriackich, który wcale na tem nie poprzestał, że wprowadzał na stanowiska polaków oficerów byłej armji austriackiej, lecz zapelniał nam korpus oficerski elementami obcemi do tego stopnia, że te obce żywioły stanowią mają w tej chwili 60%. Musiało to naturalnie wywołać duże zaniepokojenie. Zwróciliśmy uwagę na te obce żywioły w instytucie wojskowo-geograficznym. Sprawa zajęła się sejmowa komisja śledcza wojskowa i, na konferencji z ministrem wojny zażądała oczyszczenia instytutu z wrogich elementów. Ale nie można było na tem poprzestać. Pozostaje jeszcze do oczyszczenia departament spraw osobowych, na który podnoszą się skargi i coraz częściej i ze wszystkich stron. W departamencie tym panuje stary duch austriacki.*

Sfery poselskie, zajmujące się sprawami wojskowymi, otrzymują zwłaszcza ciągle skargi na naczelnika wydziału przydziałowego, kapitana Rudkę. Trzeba przecież oceniać kandydatów ze stanowiska interesów armji polskiej a nie ze stanowiska stosunków osobistych takiego lub innego naczelnika wydziału przydziałowego. W departamencie panuje chaos. Dokumenty oficerów giną. Departament pracuje bez planu.

Dlaczego oficerom niepewnym, jak general Zawryl, pułkownik Zemanek, general Hauser i pułkownik Domański powierzono tak odpowiedzialne stanowiska, jak departament gospodarczy, departament spraw osobowych, instytut wojskowo-geograficzny i wydział wywiadowczy sztabu generalnego?

Kto jest winien tych nominacji?

Niech na to odpowie kto inny. Nam pozostaje jedno: stwierdzić, że, skoro jakiś general austriacki zajmie w armji polskiej stanowisko decydujące, natychmiast ciągnie za sobą dawnych kolegów, przyjaciół i kompanjonów byłej cesarsko-królewsko-poligłotycznej Austrii. Służalność wobec zwierzchności a pycha nadęta wobec podwładnych, uniżoność wobec mocnych a fraktywne zgóry słabszych, oto cechy znamienne tych « *bobaterów* », którzy na wszystkich frontach przegrali sprawę Austrii, a teraz na wszystkich frontach, a częściej we wszystkich kancelariach, wygrywać mają sprawę Polski.

A gdy już mowa o frontach, wypada jeszcze na jedno zwrócić uwagę, na co zwrócono ją także w sferach wojskowych poselskich. Na wszystkich frontach daje się zauważyć dotkliwie brak oficerów. Ale natomiast pełno ich w zarządach garnizonowych i w urzędach rozmaitych. Zdolni do pracy kancelaryjnej inwalidzi wojskowi napróżno błagają o jakieś zajęcie. Daje się je oficerom młodym, zdolnym do służby na frontach. Nie ulega wątpliwości, że komendantami miast ich zastępcami i adjutantami muszą być oficerowie zdrowi i w pełni sił. Ale na stanowiskach referentów i rozmaitych funkcjonariuszów kancelaryjnych wystarczyliby w zupełności zdolni do takiej pracy inwalidzi albo urzędnicy.

Przeszkadza temu duch austriacki, który skrzydła czarno-żółte zamienił na białe-czerwone.

Miejmy jednak nadzieję, że duch ten będzie z naszej młodej a walecznej armji wywiany. Parcie patriotyzmu jest zbyt wielkie.

NOWINY POLITYCZNE

= **Okupacja terenów plebiscytowych.**

Biuro Wolff donosi: Gdańsk zajęty będzie przez bataljony angielski i francuski. Pierwszy transport przybędzie do Prus dn. 4 lutego. Z wojsk, przeznaczonych do zajęcia obwodu kwidzińskiego, przybędzie bataljon włoski dnia 27 stycznia do niemieckiego Hlowa, skąd przewieziony będzie do Zwidzyna i Malborku. W pierwszych dniach lutego przybędzie tam jeszcze pół bataljonu angielskiego. Przeznaczony do obsadzenia obwodu olsztyńskiego bataljon angielski przybędzie do Elku dn. 30 i 31 stycznia, skąd część jego przewieziona będzie do Wenzborga. Dnia 4 i 5 lutego, przybędą dwa bataljony angielskie do Olsztyna i Ostrudzia. Klajpeda zajęta będzie z początkiem lutego, przez bataljon francuski i angielski. Obsadzenie Górnego Śląska rozpocznie się dnia 26-29 stycznia. Francuzi rozpoczną obsadzenie od południowego wschodu. Dokładny przebieg obsadzenia nie jest jeszcze znany. Przygotowania do opuszczenia przez Niemców obwodu olsztyńskiego już się rozpoczęły. Dnia 13 b. m. przybył do Olsztyna angielski pułkownik, Bennett i, odbył z miejscowymi władzami dłuższą konferencję Wojskoangielskie, w sile 2.000 ludzi, rozmieszczone będzie w Olsztynie Elku, Ostrudziu i Wenzborgu. Na pomieszczenie żołnierzy przygotowano koszary. Oficerowie pomieszczeni będą w kwatery prywatnych. Niemcy czynią starania, aby landraci niemieccy mogli pozostać na swych stanowiskach.

= **Niemcy na urzędach.**

W niemieckim piśmie, wychodzącym w

Gdańsku p. t. « Danziger Zeitung », znajdujemy przedruk artykułu posła socjalistycznego do parlamentu Rzeszy, Willego Steinkopfa. Zajmuje się p. Steinkopf sprawą urzędników-Niemców, którzy pozostają na służbie państwa polskiego. W artykule tym znajdujemy kilka ustępów, charakteryzujących zapatrywania niemieckie na rolę swych ziomków.

« Początkowo, czytamy, rząd niemiecki miał zamiar wszystkich swych urzędników wycofać, by w ten sposób uniemożliwić n o w y m p a - n o m rządzenie krajem. Jednakże zwyciężył inny pogląd, a to z obawy, że ententa przysłałaby Polakom swych urzędników, a niemiecka ludność najgorzejby na tem wyszła. » W innym znów miejscu pisze autor, zwracając się do pozostających urzędników : « Każdy Niemiec winien pamiętać, że tylko przejściowo (!) jest na służbie u obcych ; winien pracować dla dobra swej ojczyzny, na której łono rychło powróci. »

Podobne głosy Niemców, choćby wygłaszane przez p. Steinkopfa, muszą wzbudzać wśród społeczeństwa polskiego zupełnie zrozumiałą uwagę. Rząd polski zgodził się na pozostawienie urzędników-Niemców, ale trudno się godzić na utrzymywanie na ziemi naszej agentów obcego państwa, płatnych ze skarbu polskiego. To też obsadzanie niektórych urzędów wyłącznie przez Niemców, budzi, zwłaszcza w Wielkopolsce, coraz więcej krytyki. W samym Poznaniu przez kilka miesięcy toczyła się walka między Radą miejską a magistratem o urzędników. Zwyciężyła Rada miejska i magistrat usunął najbardziej zdyskredytowanych, wobec opinii publicznej polskiej. Niemców w niektórych wydziałach.

= Łzy krokodyle prusaków.

Gubernator Torunia ogłosił następującą odezwę : Dnia 18 b. m. przechodził miasto nadwiślańskie, Toruń, w posiadanie Polski. Niemiec Krzyżacy założyli je. Niemiecka pilność wieśniacza i mieszczańska dała miastu rozwój. Pełni świętego uniesienia i zapału, szli jego synowie przed 6 laty w pole, aby bronić zagrożonej ojczyzny. Mimo poniesionych ofiar, los zadecydował przeciw nam. Miliony niemieckich rodaków i niemieckich obywateli przechodzą pod obce panowanie. Do nich to wołam w imieniu starego garnizonu : Dziękuję Wam za miłość i przyjaźń niemiecką. Nie traćcie wiary w przyszłość Niemiec. Nanas sprawdzić się musi przysłówie : przez ciemność ku światu. Co daj Boże.

Z okazji odłączenia Prus zachodnich od Niemiec wydał rząd pruski odezwę do ludności niemieckiej odłączonych obszarów. Podobne odezwy wydał naczelny prezydent Prus wschodnich. Odezwy wyliczają dobrodziejstwa, jakich prowincja ta doznała od Krzyżaków (!!!), a później od rządów pruskich (!!!) oraz wyrażają nadzieję, że duchowe i kulturalne węzły, łączące Prusy zachodnie z państwami niemieckimi i Prusami, mimo przyłączenia tej prowincji do Polski, nie zostaną zerwane.

= Ruch pocztowy między Niemcami a Dzielnicami Odebranymi.

Departament poczt i telegrafu w Ministerium byłej dzielnicy pruskiej komunikuje : Wskutek trudności, wypływających z różnicy waluty polskiej i niemieckiej okazało się konieczne zamknięcie od dnia wejścia w życie traktatu pokojowego ruchu dla listów wartościowych, przekazów pieniężnych i paczek między państwem niemieckim i dzielnicami, które mają należeć do Polski. Ruch gazetowy między państwem niemieckim a mającymi być przejętymi ziemiami polskimi pozostanie na mocy umowy między polskim zarządem poczt i ministerstwem poczt i telegrafu w Berlinie utrzymanym aż do końca kwartału, pod warunkami, że przepisy cenzury wojskowej nie będą się temu sprzeciwiać. Ze

względów służbowych ograniczy się przejściowo komunikację pocztową między obecną dzielnicą polską, leżącą w obrębie linii demarkacyjnej a nowo okupowanymi ziemiami Polski, do zwykłych i poleconych przesyłek pocztowych.

= Wzmoczenie posiadania polskiego.

Bardzo wielu Niemców, doszedłszy do przekonania, że przekazanie terenów z poza b. linii demarkacyjnej jest nioodwołalne, poczęło namiętnie wyzbywać się swych nieruchomości. Nabywali je chętnie Polacy na warunkach dla siebie korzystnych, gdyż za walutę niemiecką; obieg bowiem waluty polskiej na tym terenie był surowo wzbroniony, jak wiadomo obecnie waluta polska jest nietylko tam, lecz i w Berlinie poszukiwana.

UCZCIE DZIECI WASZE PO POLSKU

ODEZWA NACZELNIKA PAŃSTWA

Obywatele Państwa Polskiego! Traktat Wersalski zmazał w wielkiej mierze z kart historii zbrodnię rozbiorów Polski. Dziś wracają do Macierzy i te części Wielkopolski, które, mniej szczęśliwe od Stolicy i ośrodka kraju, były zmuszone dotychczas czekać na oswobodzenie. Na południe od nich łączą się z Polską Namysłowskie i Sycowskie, owe części piastowego Śląska, które traktat bez plebiscytu Polsce oddał. Na północ zaś Pomorze otwiera Polsce na nowo drogę do morza, łącząc wybrzeże Bałtyku i dolny bieg Wisły, z całą dziś bierze wszystkie te ziemie w posiadanie.

Rodacy! Ciężka była dotychczas dola wasza. Wszelkimi siłami starano się was odepchnąć od ziemi i od rządów, odebrać wam język rodzimy i obyczaj prastary. Te długie lata udręki i cierpienia minęły na zawsze. Dziś nowa, promienna otwiera się przed wami przyszłość. Stajecie się nareszcie gospodarzami na własnej ziemi i prawodawcami własnego życia. Karta dziejowa się odwróciła. Dumnie dziś znowy Polska niech podniesie czoło na tych ziemiach. Ale Polska sama tak długo uciskana, nikogo uciskać nie będzie Najjaśniejsza. Rzeczpospolita, pomna swoich tradycji wolności i tolerancji, pragnie widzieć we wszystkich mieszkańcach tych ziem, które dziś w posiadanie obejmuje, bez względu na narodowość i wyznanie, dobrych i zadwolonych obywateli Państwa Polskiego. Poręczając zupełną ochronę życia i mienia oraz utrzymanie spokoju i porządku publicznego, żąda równocześnie bezwzględного wykonywania wszystkich obowiązków państwowych i posłuszeństwa wobec ustaw i zarządzeń władzy. Pragnąc być dla wszystkich swoich obywateli matką równie dobrą, jak sprawiedliwą, Polska wszelkie zakusy, wymierzone przeciwko swemu bezpieczeństwu surowo karać będzie, a z równą sprawiedliwością uznawać wszelką uczciwą współpracę ku utwierdzeniu państwa.

Obywatele! Wielkie czekają was zadania. Wszyscy jesteście powołani do współpracy na polu politycznym, gospodarczym i kulturalnym, aby zapewnić ojczyźnie jaknajwiększy rozkwit i jej mieszkańcom jaknajlepszy byt moralny i materialny. Rzeczpospolita ze swej strony dołoży wszelkich starań, aby szczególnie los szerokich mas ludu pracującego zabezpieczyć. W tej mierze rząd nietylko gwarantuje ludności robotniczej nabyte już za rządów pruskich prawa do rent inwalidzkich na starość i niemoc, lecz ponadto pracuje nad tem, aby prawa te, stosownie do wymagań czasu, rozszerzyć i rozbudować.

Obywatele! W imieniu Najjaśniejszej Rzeczypospolitej Polskiej witam was wszystkich w myśl starodawnego hasła : Wolni z wolnymi,

równi z równymi! Dziś wojsko polskie, jako zwiastun zjednoczenia, zatyka sztandar swój z Orłem białym na ziemiach odzyskanych. Ale żołnierze nasi nie przychodzą do was jako zaborcy i ciemiężyciele, lecz jako obrońcy i bracia wasi, którzy razem z wami strzedz będą i ziemi i morza polskiego po wsze czasy.

Niech żyje Wolna, Niepodległa i Zjednoczona Rzeczpospolita Polska!

Naczelnik Państwa, J. Piłsudski.

Prezes Ministrów, L. Skulski.

Minister b. Dzielnicy Pruskiej, W. Seyda.

Warszawa, Belweder, d. 14 stycznia 19⁰0:

Numer niniejszy POLONII wysyłamy wszystkim Rodakom, których adresy mieliśmy pod ręką, jako numer okazowy. Od numeru następnego jednak rozpoczniemy już wstrzymywanie dalszej wysyłki tym, którzy nam nie nadesłali prenumeraty. Prosimy więc wszystkich, którzy pragną uniknąć przerwy w odbieraniu POLONII o pośpiech. Listy i przekazy należy adresować :

L'Administration de la revue POLONIA,
3 bis, RUE LA BRUYÈRE, PARIS IX^e

= Głos Poloków z Syberji.

« Narodni Listy » pomieściły « list otwarty do współrodaków Polski » prof. Władysława Wojciechowskiego, seniora Polonii syberyjskiej, syna powstańca z r. 1863 i wnuka oficera Legji nadwiślańskiej, do społeczeństwa i rządu polskiego. « Narodni Listy » zamieściły list ten po polsku z uwagą, że został on przywieziony ze Syberji przez kurjera rządu czeskiego.

W liście tym, datowanym 1 października z Nowomikolajewskaja, prof. Wojciechowski usprawiedliwia się, że list swój musiał wręczyć delegatowi rządu czeskiego, gdyż rząd polski i społeczeństwo zapomniało zupełnie o Polakach na Syberji. Polacy syberyjscy w ciągu dwóch lat widzieli delegatów i misje różnych rządów, tylko rząd polski nie zaopiekował się nimi i żadnej misji nie wysłał. Społeczność polska na Syberji ma piękne tradycje w kulturze duchowej narodu polskiego, Polacy syberyjscy stworzyli liczne placówki gospodarcze i przedstawiają środowisko, które zasłużyło sobie na opiekę ze strony rządu i społeczeństwa polskiego. Na Syberji, poza tem, istnieje od dwóch lat zorganizowana, przy pomocy obcych, armja polska, w której 70 proc. stanowią Polacy z b. zaboru austriackiego, którymi nikt z Polski dotychczas się nie zajmował. Polacy na Syberji kilkakrotnie zamierzali wysłać do kraju delegację, lecz delegację nie wyjechały, wprowadzone w błąd mylnymi wiadomościami, że delegacja rządu polskiego jest w drodze. Prof. Wojciechowski kończy swój list apelem do rządu polskiego, by wysłał swą misję na Syberję i zaopiekował się tamtejszymi Polakami.

WYSTAWA W WENECJI

Sekcja naukowa krakowskiej Rady Sztuki odbyła 14 b. m. posiedzenie pod przew. prof. Dr Jerzego Mycielskiego. Po wyczerpaniu porządku dziennego, przystąpiono do obrad nad obesłaniem międzynarodowej wystawy sztuki w Wenecji, dokąd ministerium kultury i sztuki zamysła wysłać dzieła Matejki, jako najgenialniejszego przedstawiciela charakteru narodowego sztuki polskiej, oraz najświetniejszego w niej kolorysty. Po wyczerpującym referacie prof. Mycielskiego i dyskusji, uchwalono jednogłośnie wysłać do ministerjum kultury i sztuki pismo, protestujące przeciwko wysyłaniu wszelkich obrazów Matejki, a w szczególności « Holdu pruskiego », do Wenecji. Wystawa wenecka ma być bowiem przeglądem

międzynarodowego dorobku artystycznego ostatnich lat, wysyłanie więc obrazów galeryjnych nie odpowiada intencjom projektodawców włoskich. Również ze względów politycznych — jak to słusznie podniósł radca Lepsy, nie należy w tej chwili usuwać z Krakowa « Hołdu pruskiego », który jest genialną ilustracją tryumfu Rzeczypospolitej nad Prusami i, jako taki, stanowi znakomity środek propagandy plebisycytywnej w czasie, kiedy do Krakowa przybywają wycieczki ludowe z odległych kresów zachodnich. Ważną rolę w decyzji Sekcji naukowej odegrały również względy konserwatorskie. Dyrekcji Muzeum Narodowego nie wolno tak cennego dzieła narażać na daleką i niebezpieczną wędrowkę. Dość przypomnieć « Rejtana », który to obraz, w r. 1894, w czasie transportu ze Lwowa do Wiednia został znacznie uszkodzony, oraz, « Stańczyka », który, przed dawnymi laty, zniszczył bezpowrotnie w drodze z Ameryki do Europy. Wedle ostatnich wiadomości, zagrożony jest także bardzo poważnie « Grunwald » Matejki, znajdujący się obecnie w Moskwie. Do Wenecji należy wysłać dzieła najznakomitszych artystów współczesnych, z których nie jeden potrzebuje pomocy materialnej. Ministerjum kultury i sztuki nie powinno więc pozbawiać tych ludzi jedynej sposobności korzystnego sprzedania swoich twórców zagranicą.

Biura i księgarnia POLONII otwarte są codziennie, za wyjątkiem niedziel i świąt, od godziny 2 do 5 po południu.

KRONIKA

◁ Szantaż.

Dziennik paryski « La Victoire », organ Gustawa Hervé, w numerze 1485, z dnia 24 stycznia, zamieścił następujące sprawozdanie z kroniki sądowej Paryża. Sprawozdanie to zamieszczamy w dosłownym tłumaczeniu:

« Dużo było Polaków wczoraj, na posiedzeniu jedenastej Izby poprawczej, w której przewodniczył p. Lemercier.

Ileż, od godziny drugiej do piątej pp., trwała rozprawa sądowa, dotycząca wypadku szantażu między Polakami.

« Pan i pani Krywin, pochodzenia polsko-rosyjskiego, wnieśli skargę do sądu, że padli ofiarą szantażu, którego dopuścił się względem nich doktor Wacław Bronisławski i dwaj jego wspólnicy, byli « attaché » konsulatu, Szymon Silber, i młoda polka, Vera Singer.

« Przed kilku miesiącami, p. Krywin, powziawszy zamiar powrócenia do Warszawy w sprawach handlowych, potrzebował paszportu. Wówczas przyjaciel jego, doktor Bronisławski, zwrócił mu uwagę na trudności, które niezawodnie napotka, udając się, jako z pochodzenia rosjanin, do wskrzeszonej Polski. Wówczas to p. Krywin, w obawie, aby zamiar jego nie napotkał na przeszkodę, przedłożył na poparcie swego żądania świadectwo przyjacielskie (certificat de complaisance) o jego przynależności narodowej. Lekkie uchybienie prawu i prawdzie. Powiodło się całkowicie. Było zresztą niepotrzebne.

« P. Krywin pojechał a żona jego pozostała w Paryżu. Wówczas dla tejostatniej zaczął się okres machinacji, mających na celu wydobycie od niej 25 000 franków.

« Wiedziiano, że mąż jej przedłożył przyjacielskie świadectwo narodowości. A więc wystarczająco rzekomo jedno słowo, aby został aresztowany w Warszawie i aby skonfiskowano mu cały towar...

« Zaniepokojona tem, pani Krywin, zwróciła się do swego dobrego przyjaciela, doktora Bronisławskiego, który tłumaczył jej: « Niech pani nie płaci, niech pani będzie stanowcza » a który kończył zawsze radą: « Nareszcie, lepiej byłoby się ułożyć ».

« Jakoż ułożono się, pani Krywin wypłaciła 40.000 franków, którymi podzielili się dwaj szantażyści: Szymon Silber i Vera Singer... z doktorem Bronisławskim.

« Po przemówieniu adwokata Lagasse'a, obrońcy małżonków Krywin, oraz adwokatów

BANK ZWIĄZKU SPÓŁEK ZAROBKOWYCH w Poznaniu

KAPITAŁ ZAKŁADOWY 60 MILJONÓW MAREK

Oddziały: w Warszawie (1 ulica Jasna); w Gdańsku, Toruniu, Krakowie i Lublinie.

Zatapia na najkorzystniejszych warunkach wypłaty w całej Polsce wzmian za franki, wpłacone na jego rachunek w BANQUE FRANÇAISE, 19, RUE SCRIBE, W PARYŻU.

Bliższych informacji udziela Administracja « POLONII », 3 bis, rue La Bruyère pomiędzy 3 — 5 pp.



FOURRURES — PELLETERIES

E. ROSNER & C^{ie}

48, rue du Colisée, PARIS (8^e)

Tél.: Elysée 21-46

Optique et Lunetterie Américaine — Watermans & Conklin's

AMERICAN BIFOCAL C^o

18, Boulevard des Italiens, PARIS

Ceny ogłoszeń. Za wiersz jednoszpaltowy lub jego miejsce 6 fr. Za takiż wiersz w środku numeru, między tekstem francuskim i polskim, 10 fr. Jako miarę przyjmuje się zawsze wielkość druku petitem.

Do nabycia w Księgarni « POLONII », 3 bis, rue La Bruyère, Paris IX^e.

- | | |
|---|-----------|
| 1) Podręcznik do nauki Języka Francuskiego dla Polaków, ułożony przez Izę Zielińską | 3 50 4 » |
| 2) Podręcznik do nauki Języka Polskiego dla Francuzów, metoda Batignolska... .. | 4 50 5 » |
| 3) Słownik Francusko-Polski i Polsko-Francuski, oprawne razem | 6 » 6 50 |
| 4) Mapa Polski w kolorach | 3 25 3 50 |
| 5) Książeczki do nabożeństwa po 4 fr. 50 i 7 fr. za sztukę | 4 50 5 » |
| 6) Śpiewnik Polski z nutami | 3 50 3 80 |
| 7) « Było to pod Somosierra » powieść hist. W. Gąsiorowskiego | 3 50 3 80 |
| 8) « Ostatnia obrona Częstochowy », powieść hist. W. Gąsiorowskiego | 3 50 3 80 |
| 9) Album Polaków w Armji Francuskiej (1914-1917) | 6 » 6 50 |

Simon Juquin'a i Baudoin'a, obrońców podsądnych, trybunał skazał doktora na dwa lata więzienia i 3.000 fr. kary, Szymona Silvera na ośmnaście miesięcy więzienia i 3.000 fr. kary i Verę Singer na rok więzienia i 1.000 fr. kary.

Sprawozdanie powyższe, oprócz « La Victoire », zamieściły i inne czasopisma paryskie.

Dodajemy, że Szymon Silver nigdy nie był żadnym attaché Konsulatu i że doktor Bronisławski wniósł apelację.

ANTIQUITÉS & OBJETS D'ART

J. BAUER

162, Boulevard Haussmann, PARIS - Tél. Elysée 07-71

Kupuje i płaci drogo meble starożytne, brzozy, makaty.

FUTRA — WYROBY FUTRZANE

REPARACJE — PRZERÓBKI

S. BESTER

43, rue d'Hauteville — PARIS

L. FROCHMANN KRAWIEC MĘZKI
20, B^e Montmartre, 20, Paris
Téléph. Louvre 26-79

PHOTOGRAPHIE d'ART et de SPORT

PAUL DEMÉZY

9, avenue de la Grande-Armée
PARIS (place de l'Etoile)

Założyciel i Właściciel B. BRZESKI

Fotografie artystyczne i paszportowe

BIENENFELD JACQUES

KUPOJE: Perły, Drogie Kamienie, Biżuterje okazyjne.

PARYŻ, 62, rue Lafayette, 62

Téléph.: CENTRAL 90-10

WAZNIEJSZE INSTYTUCJE POLSKIE W PARYŻU

Legacja Polska (ambasada), 11 bis, avenue Kléber
Telefon: Passy 13-68.

Delegacja Polska, 15, avenue George-V. Telef. Passy 19-86; 19 87; 19-88.

Polska Misja Wojskowa zakupów, 15, avenue d'Iéna.
Telef. Passy 68-38; 68-39; 67-76; 68-34.

Polski Konsulat Generalny, 5, rue Godot-de-Mauroy.
Telef. Louvre 11-86. Paszporty wydaje od 912 i od 2-5.

Attaché wojskowy przy Legacji polskiej, 4, rue de Chanaleilles. Telef. Saxe 76-76.

Biuro Repatriacji, 4, rue de Chanaleilles.

Kościół Polski, 263 bis, rue Saint-Honoré.

Biblioteka Polska, 6, quai d'Orléans. Otwarta od 1 do 4 pp.

Opietka Polska (dobroczytność), 6, quai d'Orléans, od 1 do 4 pp.

Księgarnia Polska « POLONIA », 3 bis, rue La Bruyère, od 2 do 5 pp. Telefon: Trudaine 61-42.

LE GÉRANT: P. NEVEU

PARIS. — IMP. LEVÉ, 71, RUE DE RENNES.